

Société

DIRE ET RÉFLÉCHIR L'INJUSTICE : LA PAROLE DES FRANÇAIS

Jacques Lévy

05/03/2026

« Me faire cracher au visage pour une place de parking », « être coupable à cause de ma couleur de peau », « trop vieux pour être embauché », « devoir se priver pour se nourrir »... : que disent les Français, quand on leur demande quelles injustices ils ont personnellement ressenties dans leur vie ? C'est ce dont rend compte une enquête menée par l'Ifop pour Acadie et Chôros et que le géographe Jacques Lévy analyse, à travers ce continuum de récits d'injustice, qui va d'un centrage assumé sur l'individu en butte à un environnement négatif à une prise en compte de la société comme un tout agissant. En prenant la parole de nos concitoyens au sérieux, c'est le portrait d'une France sous injustice qui se dessine.

Table des matières

L'enquête, contexte et méthode

L'injustice prise au sérieux

Comment et par qui ?

Une introspection en profondeur

Pour les autres ou pour soi

Un monde de brutes : violences et oppressions en tout genre et médiatique

Discriminations : genre, âge, race, sexualité, corps

Calvaire en famille

L'arbitraire judiciaire

Des pouvoirs iniques et opaques

Injustices spatiales

La pauvreté comme condition

Une société injuste

Un autoportrait psychopolitique de la société française

« Que suis-je en droit d'espérer ? »

Corps défaillants

La fatigue d'être soi

Ma vérité, leur déni

De la rivalité mimétique à la tentation conspiratoire

Ce que dit l'injustice éprouvée de la justice désirée

Individu et politique : une double commensuration

Complotisme métaphorique, complotisme métonymique

Écouter la société politique avant les partis

L'enquête, contexte et méthode

L'enquête sur la justice qu'Acadie et Chôros ont commandée à l'Ifop a été réalisée en décembre 2024-janvier 2025 et portait sur un échantillon de 4 000 personnes représentatif de la population française adulte. Cette enquête s'insérait dans un projet de recherche sur la justice spatiale impliquant aussi des entretiens, des *focus groups* et une convention citoyenne. Ce projet a été réalisé par un groupe de travail dédié comprenant Xavier Desjardins, Philippe Estèbe, Clémentine Genet, Jacques Lévy, Dorian Maillard et Martin Vanier, grâce au soutien de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et du Plan urbanisme, construction, architecture (Puca). D'autres résultats de cette recherche sont publiés par ailleurs.

Le texte qui suit porte sur les discours que les répondants ont produits par écrit en réponse à la question ouverte suivante : « Nous allons parler de votre vie personnelle, passée ou présente. Pourriez-vous citer des exemples d'injustice que vous avez personnellement ressentis dans votre vie ? ». Il s'agissait d'analyser un corpus massif, nettement plus important que ceux que recueillent les enquêtes par entretien menées par des chercheurs et dont les effectifs se situent le plus souvent entre trente et cent personnes interviewées.

Avec 4000 réponses, parfois très fournies, il aurait été envisageable de se limiter à une analyse quantitative de contenu fondée sur la recherche de mots-clés ou de cooccurrences. Des calculs d'occurrence se sont révélés utiles pour cerner à grands traits la configuration des réponses mais l'orientation méthodologique principale a consisté à traiter le corpus comme un « terrain » à explorer. Le travail d'analyse a commencé par une immersion dans cette conversation à multiples voix et à laisser se construire, en prenant tout le temps nécessaire, les principaux axes de convergence et de divergence discursive entre les personnes interrogées. Cette technique

d'émergence progressive a permis de procéder à des découpages du corpus dont les articulations proviennent du corpus lui-même et non de typologies thématiques définies au préalable. Comme on le verra, de tels classements par thème ont été proposés par les analystes de l'Ifop et croisés avec les variables de profil des répondants. Ils ont bien sûr aussi leur intérêt. Ils ont été utilisés comme un point de référence initiale pour la suite de l'étude.

L'enquête permet en effet de croiser les réponses avec de nombreuses variables : âge, sexe, profession, diplôme, revenus, type de ménage, logement, localisation, possession de véhicules, religion, proximité partisane... C'est une ressource supplémentaire pour comprendre les motivations des individus qui ont participé à l'enquête, mais non un cadre rigide. Dans l'analyse des discours, ces éléments de profil ne sont mentionnés que pour autant qu'ils apportent une ou plusieurs pierres à l'interprétation des propos cités. Si l'âge et le genre, toujours précisés, permettent de donner au lecteur une « incarnation » minimale de la personne qui prend la parole, le choix de mentionner d'autres informations dépend de l'utilité qu'elles peuvent apporter à l'analyse. Il y a beaucoup trop de variables possibles pour les présenter toutes ou pour en privilégier systématiquement certaines. Parfois, ce sont des éléments qui pourraient sembler secondaires, comme le nombre de voitures ou la localisation précise qui sont apparus significatifs. La profession peut se révéler plus forte que le revenu, mais c'est aussi parfois l'inverse, et la donnée-clé peut aussi être le diplôme, parfois encore autre chose, ou des variables dont nous ne disposons pas. Il fallait donc éviter un excès d'informations qui risqueraient d'inciter le lecteur à chercher un lien causal entre le discours produit et ces éléments de profil, alors que ce lien n'est nullement établi. À chaque citation, le choix a été pesé pour mettre en valeur ce qui constitue la force et l'originalité de la démarche : repérer les logiques de paroles individuelles, intimes et politiques à la fois, sur l'injustice.

L'auteur :

Jacques Lévy est chercheur en science du social, membre du rhizome Chôros. Il a obtenu en 2018 le prix Vautrin-Lud, la plus haute distinction internationale en géographie.